

« C'est comme pour George Floyd. Nous avons notre genou sur le cou des Palestiniens »

Par Ravit Hecht, le 27 juillet 2020

Le directeur général de B'Tselem, Hagai El-Ad, explique à Haaretz pourquoi des organisations comme la sienne sont devenues la dernière forme de la résistance israélienne à l'occupation et comment il fait face au fait d'être stigmatisé comme traître.



Photo : Hagai Al-Ad, directeur général de B'Tselem
Source : Emil Salman

Contrastant avec la suppression croissante de toute pensée sur l'occupation à l'intérieur de la société israélienne, le dirigeant de B'Tselem Hagai El-Ad est devenu l'un des opposants à la situation actuelle parmi les plus importants et les plus déterminés.

Comme d'autres militants des droits humains – comme Avner Gvanyahu, le directeur exécutif de Breaking the Silence [Briser le silence] – El-Ad est aussi devenu une cible pour la

droite. Ce processus reflète la réalité, qui se détériore, mais aussi l'affaiblissement de la plateforme politique menant le combat contre l'occupation, le flambeau passant à des organisations non politiques ou à des personnalités importantes en leur sein.

Ce n'est plus B'Tselem ou « la gauche » ; c'est El-Ad qui est devenu la cible d'une campagne de haine qui ne peut être interprétée que comme un contrat sur sa tête.

Hagai, cette série d'interviews s'intéresse à la question de savoir si la gauche a perdu son combat contre l'occupation.

« La réponse brève, je pense, est non. La réponse longue : nous perdons du terrain chaque jour, mais ce n'est pas terminé. Les groupes de défense des droits humains se lèvent chaque matin, perdent, et continuent. C'est la philosophie de ce combat. Je crois vraiment qu'il y a une différence entre B'Tselem et l'Association pour les droits civiques en Israël, par exemple. Cette dernière doit exister pour toujours. Nous – je n'étais pas là, mais c'est la manière dont j'interprète l'histoire de l'organisation – avons été créés il y a 30 ans avec une philosophie de non-permanence. Nous supposions que le public juif en Israël n'avait pas assez d'information, d'une source locale fiable, sur ce que nous faisons aux Palestiniens dans les territoires occupés. Nous pensions que si nous fondions B'Tselem et que l'association faisait ce travail, l'occupation se terminerait – mettant donc fin à la tâche de B'Tselem. Cette théorie a échoué. Je crois que l'insistance de B'Tselem à trouver des façons de perturber la situation actuelle est très optimiste. »

El-Ad, 50 ans, est un astrophysicien de formation qui est

devenu le directeur général de B'Tselem juste avant la guerre de 2014 à Gaza (dite « Opération Bordure protectrice »). Face à la réalité d'une haine dirigée contre les Arabes et à la délégitimation de la gauche, il a instauré une position forte – certains diraient plus radicale – encourageant une pression internationale sur Israël et l'arrêt de la coopération avec les agences israéliennes comme les Forces de défense d'Israël et l'unité d'investigation de la police militaire.

Il s'est présenté deux fois devant le Conseil de sécurité des Nations Unies – une étape que d'autres groupes de gauche comme Peace Now [La Paix maintenant] se sont refusés à franchir –, utilisant cette tribune pour condamner les crimes de l'occupation et appeler explicitement les organismes internationaux à prendre des mesures contre Israël.

Pourquoi le public israélien n'a-t-il pas été convaincu de la justesse de votre démarche, au point de vous tourner vers d'autres pays pour tenter de faire changer Israël ?

« Les Israéliens ne veulent pas changer. Nous avons les droits, la position supérieure, le pouvoir. En gros, la vie est confortable ici, et cela ne nous coûte presque rien ».

Quel prix les Israéliens devraient-ils payer pour mettre fin à l'occupation ?

« Je pense que les coûts économiques futurs pourraient certainement être efficaces.

Pensez-vous que cela arrivera ?

« Je l'espère. Je suis plus optimiste là-dessus. Dans toutes les conversations confuses sur l'annexion, ce qui n'était pas confus était que plus en plus de voix à l'étranger – telles que les politiciens américains de premier plan comme Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez – disent qu'il n'est plus possible de demander poliment à Israël de renoncer de faire certaines choses. Il y a quelques années, cela aurait mis fin à la carrière d'un politicien ».

Quelques carottes pour bonne conduite

Il semble que non seulement El-Ad n'est pas inquiet sur la saga de l'annexion, mais il regrette que la question sombre derrière la deuxième vague de coronavirus en Israël.

« Un des grands risques à présent est que la question de l'annexion soit retirée de la table pour des raisons qui conviennent à Israël. Tous ceux qui ont fait des vagues ces dernières semaines pousseront un soupir de soulagement, donnant peut-être à Israël une carotte ou deux comme prix de bonne conduite et nous retournerons à une normalisation renforcée de la situation actuelle », dit-il.

« Nous n'avons pas attendu qu'ils disent qu'ils annexeraient des parties de la Cisjordanie pour demander une action internationale. Nous le disons depuis 2016, et nous disons encore que ces mesures sont nécessaires, indépendamment de ce qu'Israël pourrait faire à l'avenir ».

Quelles sont ces mesures ? Je me concentre délibérément sur les questions pratiques. C'est vous qui dites que faire appel

à la morale ne vous aide pas à faire vos courses à l'épicerie.

« Je ne répondrais pas à cela. Je suis un expert sur ce qui arrive dans les territoires, pas sur les relations bilatérales entre les Etats-Unis et Israël, ou entre l'Europe et Israël. »

Comment pouvez-vous être efficace si vous vous arrêtez à mi-chemin ?

« Imaginez-vous vraiment qu'il y a quelqu'un assis à Bruxelles et que tout ce dont il manque, c'est une liste de B'Tselem sur les choses à faire ? Ils savent bien mieux que moi de quel levier ils disposent. Ce qu'il faut, ce sont des décisions politiques prises à Berlin, Paris, Bruxelles et Washington. »

Soutenez-vous le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions ?

« Nous n'avons pas de position à propos du mouvement BDS et nous n'en aurons pas. »

Pourquoi pas ? C'est un mouvement qui promeut une lutte non-violente contre Israël, avec une rhétorique assez similaire à la vôtre. Ce serait naturel pour vous de coopérer avec lui.

« Nous concentrons nos efforts sur la pression des acteurs internationaux comme les gouvernements, qui ont la responsabilité de sauvegarder les droits humains – et certainement pas de collaborer avec leurs violations. Nous croyons évidemment que tous les efforts juridiques contre BDS

ici et à l'étranger sont déraisonnables, mais nous ne dirons pas aux gens ce qu'ils ont à faire. »

J'ai le sentiment que vous trouvez une manière diplomatique de ne pas toucher cette patate chaude. Vous semblez inquiet de soutenir un mouvement qui parle comme vous mais est vilipendé par le public israélien.

« Je pense qu'il y a une idée fautive à notre sujet. Nous ne sommes pas un parti ou un mouvement de masse. B'Tselem n'est pas un mouvement ou un parti destiné à mettre fin à l'occupation ; nous sommes une organisation de défense des droits humains. Regardez notre bilan. Dire que c'est un groupe de lâches n'est pas fondé sur la réalité. »

Selon El-Ad, les questions ou demandes issues d'organisations comme la sienne viennent du vide politique qui a été créé. « Qui sont ceux qui insistent vraiment pour faire entendre une voix peu flatteuse contre l'occupation ? Ce sont Breaking the Silence et B'Tselem », explique-t-il. « Je pense qu'on nous pose ces questions parce que la politique israélienne est tellement anémique et en si mauvais état, et qu'il n'y a pas d'opposition politique ici à l'occupation. »

Est-ce qu'il y a jamais eu une telle opposition ?

« Je pense que oui. Dans les premières phases de certains partis. Les gens de Meretz, par exemple ».

Et aujourd'hui, il n'y en a pas ?

« Je ne suis pas sûr. Je ne sais pas dans quel état est ce parti. »

Des organisations de défense des droits humains, dont B'Tselem, ont finalement échoué à faire avancer le combat contre l'occupation. Vous croyez aussi que non seulement la situation ne s'améliore pas, mais qu'elle se dégrade.

« Je serais très heureux si B'Tselem pouvait mettre fin à l'occupation, mais je ne crois pas qu'en fin de compte, ce soit réaliste. Le gouvernement d'Israël est celui qui mettra fin à l'occupation. Nous devons maintenir une posture morale et une position basée sur les faits; en continuant à faire du bruit comme nous ne cessons de le faire tout le temps ».

Certains soutiennent que votre position, invitant à faire pression sur Israël de l'extérieur, vous tient à distance de la majorité de l'opinion publique.

« Si quelqu'un a une meilleure idée sur la manière de mettre fin à l'occupation, je serais heureux d'y adhérer. C'est une tâche urgente, qui attend depuis des années déjà et c'est la voie pratique, morale et non-violente que nous avons identifiée pour la réaliser. »

Une autre raison pour laquelle El-Ad n'est pas alarmé par les déclarations sur l'annexion est qu'il pense qu'elle est déjà là, quelques personnes mettant en garde contre elle tout ayant déjà accepté ses principes.

« La vérité est que nous avons annexé les territoires il y a

longtemps, et la vaste majorité des juifs en Israël vivent en paix avec cela », dit-il. « Je pense à nous et aux Palestiniens, et je vois dans mon esprit l'image de George Floyd. Nous avons notre genou sur leur cou tout en nous disputant avec nous-mêmes sur la façon dont nous souhaitons continuer à le faire ».

Est-ce que la solution à deux états est morte ?

« Je pense que c'est principalement une diversion par rapport à la réalité des choses. Tout le monde est en faveur d'une solution à deux états, mais qu'est-ce les gens veulent dire par cela ? Il y a eu des négociations pendant 20 ans à peu près, n'est-ce pas ? Mais qu'est-ce qui s'est passé réellement pendant ce temps ? Nous avons plus que triplé le nombre de colons, créant de plus en plus de faits sur le terrain. Dans l'intervalle, nous avons eu quelques « rounds » de plus à Gaza, tuant quelques milliers de Palestiniens. Nous avons notre pied sur leurs gorges, tout en débattant entre nous sur la manière de le faire. »

Il ajoute que les déclarations rendues publiques par le mouvement des Commanders for Israel's Security [Commandants pour la sécurité d'Israël] « ne disent pas que nous devons cesser d'opprimer le peuple palestinien, que c'est intolérable, que c'est immoral. Leurs annonces disent au public juif que nous n'avons pas besoin de nous infliger cette migraine. Nous contrôlons totalement la zone et y faisons ce que nous voulons, entrant et sortant de Ramallah à volonté ; l'Autorité palestinienne est en charge des choses pour nous et tout cela ne nous coûte rien. Alors pourquoi avons-nous besoin de l'annexion ?

C'est aussi intolérable que ce mouvement soit présenté comme étant de gauche. Je pense que c'est un gros mensonge. ils acceptent que les juifs gèrent les affaires des Palestiniens ; ils veulent cela, mais ne le disent pas explicitement, car ils sont prétendument progressistes ».

Ce qu'ils font aux traîtres

De temps en temps, quand El-Ad fait ou dit quelque chose de particulièrement pointu – comme se présenter aux Nations Unies ou quand la droite le stigmatise comme « ennemi de l'intérieur » qui peut être exploité pour des objectifs politiques – il a à lutter avec le côté moins plaisant d'être un nom connu.

Qu'est-ce qui vous arrive à des moments comme cela ?

« Toutes sortes de commentaires inutiles. 'Viens me photographier', en se référant à nos caméras. Ou me traite de traître. »

Et quand ils vous traitent de traître, quel impact émotionnel cela a-t-il ?

« Le plus grand problème que j'ai avec cela est la légitimation de la violence. Nous savons tous ce que vous êtes supposé faire avec les traîtres. Ce n'est pas seulement de la diffamation ; vous les pendez à un lampadaire. »

A part les menaces de mort, que ressentez-vous quand les gens

disent que vous êtes loyal envers quelqu'un d'autre, pas envers votre peuple. Ou quand vous êtes accusé de tromperie, de désengagement ?

« Si les valeurs dont nous parlons incluent la suprématie juive sur les Palestiniens – oui, je suis un traître à ce sentiment. Et si ce que je trahis est l'acceptation constante de l'oppression comme quelque chose de normal et de raisonnable, alors, oui, je trahis cela. Il y a un ensemble de valeurs ici que je suis fier de trahir. »

L'auto-contrôle qu'on vous attribue, le fait que vous n'êtes pas stressé par des mesures dramatiques ou que vous ne perdiez pas votre calme quand vous êtes attaqué sur tous les fronts – cela exige un certain détachement.

« Mes activités ne concernent vraiment pas le fait de rester calme. Elles découlent d'une connexion très émotionnelle à ce qui arrive ici, à ce que nous faisons et à la signification de ces choses. Vous savez, ma voix s'est brisée quand nous avons parlé plus tôt de l'Opération Bordure protectrice – ce n'est pas la première fois, et probablement pas la dernière non plus. Je crois que l'une des tragédies qui frappent les droits humains est que cette question est devenue très aliénante. C'est perçu comme quelque chose pour les experts, pour les avocats. »

Vous connaissez probablement le cliché qui dit que les gens de gauche aiment l'humanité mais détestent les gens. Je pense que c'est le sentiment populaire à propos de votre organisation.

« OK. Je parle de domaines où les choses sont davantage sous

notre contrôle : la façon dont nous formulons les choses, la façon dont nous pensons. Je pense que l'utilisation exagérée de termes juridiques quand on parle des droits humains a contribué à cette aliénation.

L'injustice est quelque chose que les gens savent reconnaître instinctivement. Nous savons ce qui se passe lorsqu'une personne est abattue par un sniper à la frontière de Gaza, à une distance de 300 mètres, et que cette personne n'est pas autorisée ensuite à sortir de Gaza pour un traitement médical, ce qui fait qu'il perd une jambe et reste handicapé à vie. »

Est-ce que la détresse des Israéliens évoque les mêmes émotions chez vous ? Ou est-ce que la souffrance des Palestiniens est si grande que c'est incomparable ?

« Vous pouvez ressentir de l'émotion devant différentes choses sans les comparer. J'étais très ému pendant les manifestations [pour la justice sociale] en 2011. Vous avez pris part aux manifestations et il y avait plein d'optimisme là, beaucoup d'énergie. Ou les Parades des fiertés à Jérusalem qui ont commencé quand j'étais président de Open House [une organisation LGBT]. C'était effrayant, mais excitant. »

Y-a-t-il eu un moment où vous avez ressenti de la peur dans votre position actuelle ?

« L'Opération Bordure protectrice m'a fait peur. Nous avons tué 500 enfants palestiniens à Gaza et les gens en Israël vivent en paix avec cela. Si vous m'aviez demandé il y a quelques années si quelque chose comme cela pourrait arriver ici sans un tremblement de terre, je vous aurais dit que vous

exagériez, que vous étiez trop pessimiste. C'est horrible, parce qu'est-ce que cela dit sur ce qui pourrait arriver à l'avenir ? »

L'occupation prendra-t-elle fin un jour ?

« Je l'espère. C'est très difficile à imaginer, mais c'est aussi difficile d'imaginer que cette situation continue encore 50 ans, parce que je sais quelle horreur cela impliquera.

Il y a dix ans, Joe Biden, qui était vice-président des Etats-Unis à l'époque, a dit à Tel Aviv que le statu quo ne pouvait pas être maintenu. Depuis, il semble avoir été plutôt maintenu – et peut-être qu'il pourrait continuer ainsi pendant de nombreuses années supplémentaires. Le niveau de sophistication atteint par Israël dans le contrôle des Palestiniens, sans en payer le prix, est très élevé. Un membre de la délégation d'Afrique du Sud qui nous a rendu visite quand je faisais partie de l'Association pour les droits civiques en Israël m'a dit que si les Afrikaners avaient traité les Noirs de la manière dont les Israéliens traitaient les Palestiniens, le régime d'apartheid serait encore en vigueur à ce jour. »

Traduction : CG pour l'Agence Média Palestine

Source : [Haaretz](#)